



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel
2020 – partie 1 en faveur de la République centrafricaine

Document d'action concernant le Projet d'appui au processus électoral en République centrafricaine - PAPEC

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Projet d'appui au processus électoral en République centrafricaine - PAPEC Numéro CRIS : CF/FED/042-373 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République centrafricaine. L'action sera menée à l'endroit suivant: dans la capitale et sur l'étendue du territoire national.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République centrafricaine	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	Objectif principal: ODD n°16 (Paix, Justice et institutions efficaces) Objectifs secondaires: 16.6 « Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux », 16.10 « Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux ». 5 «Égalité entre les sexes»	
5. Secteur de concentration/domaine thématique	Consolidation de l'État de droit et appui à la gouvernance démocratique	Aide publique au développement ¹ : OUI
6. Montants concernés	Coût total estimé : 39 000 000 EUR ² Montant total de la contribution du FED : 15 500 000 EUR Autres contributions estimées : 23 500 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour un	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement

² (1 EUR:1.0935 USD) taux InforEuro octobre 2019.

	montant estimé à 1 829 000 EUR, soit 2 000 000 USD (faisant partie des « autres contributions ») ³			
7. Modalité d'aide et modalités de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec le PNUD Gestion directe (assistance technique (OS 5))			
8. a) Code CAD	Principal code CAD : 15151 - Elections			
b) Principal canal de distribution	Le PNUD ⁴ 41114			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

³ L'État centrafricain a aussi prévu de consacrer 4 milliards de francs CFA aux élections, soit 6 000 000 EUR. Cette somme comprend le fonctionnement de l'Autorité nationale des élections (ANE) et ne transite pas par le PAPEC-PNUD.

⁴ <http://www.oecd.org/dac/stats/annex2.htm>

	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Programmes thématiques phares «Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent»	N/A			

RESUME

Le projet vise à apporter une assistance au renforcement des capacités organisationnelles, techniques, financières et opérationnelles des principaux acteurs nationaux impliqués dans le processus électoral. En plus de l'Autorité nationale des élections (ANE), principale bénéficiaire de l'assistance électorale, sont pris en compte le Gouvernement, les institutions publiques (Cour constitutionnelle, Haut conseil de la communication, etc.), les partis politiques, les Organisations de la société civile (OSC), les médias et la population centrafricaine, en particulier les femmes, les jeunes, les groupes sous-représentés ou marginalisés. Les actions proposées par le projet ont pour finalité de permettre une conduite efficace, efficiente et pérenne d'un processus électoral libre, transparent, crédible et inclusif, conformément aux standards internationaux.

La volonté de l'État centrafricain de stabiliser le pays et de consolider la paix, de reconstruire l'état de droit, et de stabiliser les nouvelles institutions démocratiques mises en place est clairement exprimée dans le Plan national de relèvement et de consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA, Pilier 2, objectif 1).

La mise en œuvre de l'assistance technique et financière s'articulera autour des composantes/ et objectifs spécifiques suivants : (1) la pérennisation d'un fichier électoral fiable et informatisé est assurée par l'ANE; (2) les opérations électorales sont préparées et mises en œuvre de façon efficace par l'ANE; (3) la participation citoyenne au processus démocratique est plus importante et inclusive; (4) la logistique du matériel électoral est préparée et mise en place de façon efficiente; (5) une expertise en assistance électorale appuie et conseille les partenaires.

Les produits du projet seront les suivants: (i) un fichier électoral national informatisé et sécurisé est élaboré; (ii) le Centre de traitement des données (CTD) est opérationnel; (iii) les capacités opérationnelles (techniques et matérielles) de l'ANE sont améliorées; (iv) les démembrements de l'ANE sont opérationnels ; (v) les capacités nationales de gestion du contentieux électoral sont renforcées ; (vi) les populations sont sensibilisées sur les principes fondamentaux de la démocratie, les enjeux du processus électoral, les procédures de vote, ainsi que leurs droits et devoirs en matière électorale ; (vii) la communication institutionnelle de l'ANE est renforcée ; (viii) les OSC sont en mesure d'assurer une couverture efficace du processus électoral et contribuent au renforcement de la transparence des opérations ; (ix) les médias appuient le processus de sensibilisation, d'éducation civique et de pacification du processus électoral ; (x) la participation politique des femmes et des jeunes aux élections, en qualité de candidats, et leur représentativité dans les instances décisionnelles sont accrues ; (xi) l'acquisition du matériel électoral est assurée ainsi que sa livraison à Bangui (bulletins de

vote, encre indélébile, isolements, urnes, procès-verbaux et enveloppes inviolables) ; (xii) un appui logistique adéquat est apporté au processus électoral; (xiii) une assistance technique électorale soutient le processus électoral.

1. ANALYSE DU CONTEXTE

Description du contexte

La République centrafricaine (RCA), pays enclavé et l'un des plus pauvres du monde, a une longue tradition de changements de régimes politiques par des coups d'État (1965, 1979, 1981, 2003, 2013). Dans toute son histoire, le pays a connu une seule alternance démocratique, en 1993, lorsque le président A. Kolingba, a été défait dans les urnes par A.F. Patassé.

La RCA lutte aujourd'hui pour se relever de la dernière crise qui a éclaté en décembre 2012. Une coalition rebelle, la Seleka, a alors pris la capitale Bangui et évincé le président François Bozizé en mars 2013.

Après l'interruption de l'ordre constitutionnel en mars 2013 par la Seleka et la période de transition qui s'en est suivie, l'organisation d'élections pluralistes s'est imposée comme la solution consensuelle pour une sortie de crise en RCA et pour un retour à la vie constitutionnelle normale. Cet impératif a été soutenu politiquement, techniquement et financièrement aussi bien par les acteurs nationaux à travers les différentes institutions de transition, que par les acteurs régionaux et internationaux. Il s'est inscrit dans la suite des événements politiques renforçant de manière progressive le consensus autour des élections générales dans un contexte sécuritaire et humanitaire tendu, notamment la Déclaration de N'Djamena d'avril 2013, l'Appel de Brazzaville de mai 2013, l'organisation en juillet 2014 à Brazzaville du Forum de réconciliation nationale inter-centrafricain avec la signature d'un accord de cessation des hostilités par les parties, et la tenue du Forum national de Bangui en mai 2015 précédé par les consultations populaires et inclusives à la base.

L'organisation d'élections nationales de 2015/2016, la promulgation d'une nouvelle Constitution et la prestation de serment du Président de la République élu ont marqué le retour à l'ordre constitutionnel le 30 mars 2016. Au sortir de la transition, les nouvelles autorités ont poursuivi les efforts de mise en place des institutions prévues par la Constitution de mars 2016. Hormis le Sénat dont la mise en place dépend d'élections locales qui n'ont jamais été librement organisées dans l'histoire du pays, toutes les institutions constitutionnelles ont été installées et ont jusque-là fonctionné dans les limites des moyens dont elles disposent.

Cependant, en dépit du retour à l'ordre constitutionnel, le pays souffre de la persistance des violences entre groupes armés et sur les populations, la crise humanitaire persiste, et l'insécurité continue d'empêcher le redéploiement de l'État sur une grande partie du territoire.

L'Accord de Paix, signé à Bangui le 6 février 2019 entre le Gouvernement et 14 groupes politico-militaires, prévoit dans son article 20 les engagements des parties qui « conviennent également que l'organisation d'élections libres, justes, inclusives, transparentes et crédibles est la seule voie consacrée pour assurer l'alternance politique et à contribuer à la consolidation de la démocratie en RCA. Elles s'engagent en conséquence à soutenir l'organisation d'échéances électorales au niveau présidentiel, législatif, régional et municipal

dans un climat apaisé. » L'Accord prévoit un gouvernement inclusif, à travers la tenue de scrutins au niveau national et local.

Selon des indications de la Constitution pour les dates, le premier tour de l'élection présidentielle et législative doit se tenir le 27 décembre 2020, afin de permettre la prestation de serment du Président élu le 30 mars 2021. Le premier tour des élections locales est fixé au 20 novembre 2021. Entre 2 et 2.5 millions d'électeurs sont censés participer aux élections. L'enregistrement devrait débiter en janvier 2020.

Pourtant, l'insécurité reste le plus grand risque pour la tenue du scrutin dans l'ensemble du territoire, à cause de l'action de certains groupes armés. Bien que la violence se produise par des agressions essentiellement entre ces milices, c'est l'incapacité des autorités de l'État et aussi la faiblesse de l'action de la Minusca/forces des Nations unies en RCA de s'y opposer manu militari qui fait de la population civile la victime principale.

Ainsi, la faisabilité, crédibilité et légitimité des élections dépendront des circonstances en temps voulu. Dans le cadre du renouvellement du mandat adopté par le Conseil de sécurité le 15 novembre 2019, la Minusca a été autorisée à s'engager activement dans les aspects logistiques et sécuritaires des élections au titre de bons offices.

Le Gouvernement de la RCA a pris la mesure de l'importance des prochaines élections dans la consolidation de la paix et le renforcement des institutions constitutionnelles mises en place à l'issue des dernières élections. Il y a donc lieu de capitaliser les leçons apprises des dernières élections en vue de la réussite des prochaines qui justifieraient un appui nécessaire des partenaires techniques et financiers. La saisine des Nations unies (ONU) pour une assistance à l'organisation des prochaines élections traduit une volonté politique et un engagement pour l'organisation de ces élections dans les délais constitutionnels. Cette volonté est conforme au droit des citoyens « de voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs », comme stipulé dans l'article 25 b) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ratifié en 1995).

Développement humain et gouvernance

L'indice Mo Ibrahim 2018 de gouvernance africaine pour RCA est l'un des plus bas du continent (50° sur 54 pays). RCA est un de dix derniers pays en termes de produit intérieur brut (PIB).

RCA est classé 188 sur 189 pays selon l'indice de développement humain en 2018. RCA est classé 40 sur 52 selon l'Indice de l'égalité de genre (2015) de la Banque africaine de développement (BAD).

Conventions internationales

Le projet s'inscrit dans les conventions internationales en matière des droits humains et d'égalité des sexes, ratifiées par la RCA, dont les plus significatives pour le présent projet, sont :

Au niveau international:

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- La convention relative aux droits des personnes handicapées.

Au niveau régional:

- La charte de l'Union africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance.
- La charte de l'Union africaine des droits de l'Homme et des peuples et son protocole relatif aux droits des Femmes en Afrique.

Économie

Le taux de prélèvement fiscal de la République centrafricaine (9,2 % du PIB en 2018, pour des dépenses de 15,8 % du PIB) la place dans une forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure (Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, BAD, France, UE).

La perspective de croissance de 5 % en 2019, est tirée essentiellement par le secteur forestier, les télécommunications, les bâtiments et des travaux publics (BTP) et l'investissement sur financement extérieur. Même à ce train de croissance, il faudra attendre 2024 pour retrouver le niveau du PIB de 2012.

Les principaux risques : l'insécurité et son corollaire la violence électorale, la hausse des prix internationaux du pétrole, le retard dans la mise en œuvre des réformes nécessaires à la croissance et à la relance du développement et l'avance plus lente que prévue des réformes régionales.

1.1. Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Ce projet vise à contribuer à des priorités politiques de l'UE :

- 1) L'ODD n°16 qui vise la paix, la stabilité, les droits humains et une gouvernance efficace fondée sur l'État de droit, vecteurs importants pour le développement durable.
- 2) L'ODD n°5 qui vise l'égalité des sexes et l'autonomie de toutes les femmes et les filles.
- 3) L'Objectif 2.4 du nouveau consensus européen pour le développement « notre monde, notre dignité, notre avenir »⁵ intitulé Paix-Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, État de droit et droits de l'Homme pour tous et son paragraphe 61 qui stipule que l'Union européenne et ses États membres promouvront les valeurs universelles de démocratie, de bonne gouvernance et d'État de droit ainsi que les droits de l'Homme pour tous, parce qu'ils sont la condition préalable au développement durable et à la stabilité.
- 4) Le document « Égalité entre les femmes et les hommes et émancipation des femmes : transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE 2016-2020 »⁶, au niveau de sa priorité thématique « Droits civils et politiques – parole et participation », et en particulier l'objectif 17 « Égalité des droits et des possibilités des femmes en matière de participation aux processus politiques et de gouvernance à tous les niveaux ».
- 5) Le projet vise à renforcer les actions menées dans le cadre du plan national du relèvement et consolidation de la paix (RCPCA) et à les compléter en fonction des objectifs stratégiques dans le deuxième secteur d'intervention du PIN 2014-2020

⁵ OJ C 210 du 30.6.2017.

⁶ SWD(2015)182 final du 21.9.2015.

pour la République centrafricaine, qui vise la consolidation de la démocratie et l'instauration d'une paix durable.

La stratégie globale d'intervention du PAPEC 2019/2022 s'inscrit aussi dans le cadre du Programme Pays du PNUD pour la RCA 2019-2022 et de l'objectif global du PNUD en matière de gouvernance démocratique et de gestion du processus électoral : Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

Elle vise spécifiquement à appuyer les acteurs nationaux afin de renforcer et pérenniser l'appropriation par la partie nationale et ses capacités d'organisation et de gestion des cycles électoraux répondant aux normes de qualité internationalement reconnues. Elle veille aussi à assurer une participation effective et inclusive des femmes et des jeunes, ainsi que de toutes les couches sociales et l'exercice de leurs droits civiques pour le choix libre et informé de leurs représentants.

1.2. Analyse des politiques publiques du pays partenaire

Le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA) constitue le cadre de référence de l'État centrafricain pour répondre aux causes structurelles des crises que traverse le pays : concentration des ressources et du pouvoir politique entre les mains d'une élite ; disparité entre Bangui et le reste du pays, et marginalisation de certaines parties du territoire (notamment dans le Nord-Est) ; faiblesse des institutions étatiques et de la cohésion nationale ; perte de cohésion sociale ; impunité.

Le RCPCA, plan quinquennal (2017-2021) redynamisé à la mi-2019 par un changement de Secrétaire Général, s'appuie sur 3 piliers prioritaires : restaurer la paix, la sécurité et la réconciliation ; renouveler le contrat social entre l'État et la population ; promouvoir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Il se décline en 11 objectifs stratégiques.

Le PAPEC s'insère sous le Pilier 2 « Renouveler le contrat social entre l'État et la population » à son objectif 1 « Redéployer l'administration sur tout le territoire et mettre en place une gouvernance locale inclusive » qui comprend le résultat stratégique « Les institutions prévues par la Constitution sont mises en place et fonctionnelles ».

En matière de démocratie et d'égalité des sexes, la RCA a ratifié la majorité des conventions clefs, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1981). Du coup, l'action contribuera à renforcer les capacités des titulaires de droits afin qu'ils connaissent leurs droits et devoirs électoraux et celles des porteurs de devoirs, leur permettant de respecter leurs obligations concernant les processus électoraux.

La tenue du référendum constitutionnel, de l'élection présidentielle et des scrutins législatifs a permis le retour à un ordre constitutionnel dès 2016 avec des institutions légitimes et démocratiques. Ce processus de démocratisation en RCA reste à consolider dans un contexte politique, sécuritaire, économique et social particulièrement volatile, marqué par la faiblesse structurelle des institutions et de l'administration étatique et les risques élevés d'obstacles à la bonne gouvernance et la démocratie. La RCA est engagée à consolider l'ordre constitutionnel au travers de prochaines élections présidentielles, législatives et municipales, de 2020/2021, conformément à la Constitution. Ces élections seront décisives dans la consolidation des institutions constitutionnelles et leur réussite marquera une avancée dans

la culture de l'alternance démocratique. À la suite de la signature à Bangui de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation⁷ (APPR), le 6 février 2019, entre le Gouvernement et 14 groupes armés, la tenue d'élections s'est imposée comme une condition sine qua none vers la sortie de crise et la consolidation de la démocratie. Les femmes leader de Centrafrique ont été mobilisées par la communauté internationale pour vulgariser l'APPR à travers des activités ponctuelles.

Le calendrier électoral prévoit de découpler d'une part les élections nationales (présidentielles et législatives) prévues pour fin décembre 2020, avec les élections locales (municipales et régionales) en novembre 2021 d'autre part. Toutefois, les élections locales pourraient être subordonnées à l'adoption d'un nouveau projet de la loi sur la décentralisation et d'un code des collectivités territoriales. Notons que la RCA n'a jamais vraiment connu d'élections locales. En 1956, les municipales se sont limitées à Bangui, à l'époque de l'Oubangui-Chari. En 1979, les municipales n'ont concerné que 8 centres de vote. En 1988, sous André Kolingba, les élections municipales se sont davantage apparentées à des désignations administratives étant donné que chaque candidat devait être préalablement approuvé par le parti présidentiel, le Rassemblement démocratique centrafricain (RDC). Les régionales n'ont jamais eu lieu.

Du point de vue constitutionnel, les principes de non-discrimination et d'égalité constituent le fondement de l'unité nationale, de la paix et de la cohésion sociale. La RCA n'applique aucune discrimination entre les citoyens en ce qui concerne la participation aux élections. Quant aux femmes et minorités, aucune loi ne les empêche de participer à la vie politique dans les mêmes conditions que les hommes ou les citoyens non minoritaires. En plus, la loi de la parité⁸ (qui s'applique aussi aux mandats électoraux, aux fonctions électives) requiert que les candidatures doivent être présentées en nombre égal de candidats hommes et femmes. Or, il existe des pesanteurs socio-culturelles qui freinent la mise en œuvre de ces droits fondamentaux (ex stéréotypes, préjugés, inégalités socio-économiques).⁹

1.3. Analyse des parties prenantes

- **L'Autorité nationale des élections (ANE)** a été instituée, en 2013, par la Charte de transition et par le Code électoral de transition. Ses sept commissaires non partisans et technocrates remplacent la Commission électorale indépendante (CEI) de 2011, auparavant composée de 31 représentants de partis politiques. Le Président initial de l'ANE a démissionné en période électorale et a été remplacé par l'actuelle Présidente, première femme à ce poste en RCA. L'ANE compte actuellement 8 sous-commissions techniques, estimées en sous-effectif vis-à-vis du prochain cycle électoral élargi aux élections locales. Ces sous-commissions se résument souvent à l'effectif d'une personne, soit le commissaire lui-même, dont le background de juriste ou de haut fonctionnaire tranche avec des tâches d'exécution très concrètes. Les démembrements régionaux de l'ANE, indispensables au maillage territorial de la logistique électorale doivent tous être réactivés.

⁷ Les négociations qui ont mené à cet Accord ont été conduites à Khartoum. Des femmes leaders de Centrafrique et des représentants de la société civile y ont été associés.

⁸ LOI 16.004 instituant la parité entre les hommes et les femmes en République centrafricaine, promulgué en 24 novembre 2016.

⁹ Rapport national présenté conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'Homme, 20 août 2018, A/HRC/WG.6/31/CAF/1.

- **La Cour constitutionnelle** veille à la régularité des scrutins et est le seul organe compétent pour statuer sur les réclamations relatives à l'éligibilité des candidats, aux opérations électorales et aux opérations référendaires. Lors des élections de 2015-2016, la Cour constitutionnelle avait dû traiter un nombre très important de recours, et ce avec des ressources limitées et dans un délai extrêmement court. Il est donc essentiel que les capacités techniques et opérationnelles de la Cour constitutionnelle soient renforcées dans le cadre du projet. En effet, il est nécessaire de fournir à la Cour un appui technique et matériel pour lui donner les capacités de faire face à la charge de travail qui lui incombe et lui permettre un examen approprié de l'ensemble des recours introduits à toutes les phases du processus électoral.

- **Le Haut conseil de la communication (HCC)** est l'organe chargé d'assurer l'exercice de la liberté d'expression et l'égal accès pour tous aux médias, dans le respect des législations en vigueur. Il veille au respect des règles de déontologie en matière d'information et de communication et s'assure que les organes de presse écrite et les programmes de radios et télévisions ne contiennent pas des messages incitant à la haine ou à la violence. Son fonctionnement et des capacités renforcées sont donc essentiels à la tenue d'élections libres, apaisées et non-violentes dans un contexte de pluralisme et de liberté d'expression.

- **Le ministère de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant** est détenteur d'obligations en ce qui concerne les engagements pris par rapport à la promotion de l'égalité des sexes.

- **Le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement local** est chargé d'appuyer les opérations de l'ANE par ses moyens humains et matériels. En particulier, la mise à disposition de bureaux en province pour accueillir les démembrements de l'ANE permettrait d'économiser des coûts de travaux pour des bâtiments ad hoc.

- **Les acteurs de la société civile** (partiellement organisés en **ONG**), dans la mise en œuvre de ses activités d'éducation civique et de sensibilisation de la population, l'ANE sera appuyée par les ONG et organisations de la société civile accréditées (associations de femmes, de jeunes, etc.), les confessions religieuses, les partis politiques et les médias.

1.5 Analyse des problèmes/ domaines d'appui prioritaires

D'une part, les recommandations émises par la Mission d'experts électoraux indépendants (MEE 2015-2016), déployée par l'Union européenne, et d'autre part, l'évaluation du processus électoral de fin de transition (septembre 2016), effectué avec l'appui de l'Assistance électorale intégrée des Nations unies (MINUSCA et projet d'appui au cycle électoral de la République centrafricaine 2014-2016 – PACEC), démontrent le besoin de consolider les institutions et les acteurs nationaux pour une gestion efficace et transparente du cycle électoral.

Les priorités concernent tout d'abord la mise en cohérence de l'ensemble des textes, le renforcement des capacités de l'organe de gestion des élections en administration électorale, et le renforcement des capacités opérationnelle du Centre de données. L'audit du fichier électoral de 2015, contenant les identités de 1.9 millions de Centrafricains, visant à identifier le degré d'obsolescence des données, a été réalisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La photographie biométrique de la plupart des électeurs enregistrés est manquante. L'audit de l'OIF laisse la porte ouverte aux deux solutions possibles: une mise à jour du fichier ou la création d'un nouveau fichier.

Le rapport final de la MEE 2015-2016 d'évaluation des élections de l'UE, conjointement avec l'observation de la société civile et le PACEC, a par ailleurs identifié les points de vulnérabilité à corriger dans le cadre des prochains appuis. Les recommandations de la MEE 2015-16 recourent et concordent avec celles des Nations Unies (évaluation post-PACEC 2016).

Une meilleure participation des femmes dans le processus électoral s'avère aussi nécessaire. La RCA figure parmi les derniers pays en matière de représentation des femmes aux postes de décision et dans les instances électives. Le gouvernement actuel, composé de 38 ministres, ne compte que 7 femmes (novembre 2019). L'intégration des femmes dans la vie politique et l'administration demeure extrêmement faible du fait des fortes inégalités de genre subsistant dans la société. Sur 135 députés, la législature de 2016 ne compte que 12 femmes. Or, grâce à l'élimination de certaines dispositions disqualifiant les femmes comme candidates éligibles (obligation d'avoir une propriété bâtie et exigence de la loi sur la parité), les femmes ont plus d'opportunités de se présenter puis d'être élues.

Une étude par sondage¹⁰, menée en octobre 2018, par Humanitarian Harvard Initiative (HHI) a offert à la Délégation ainsi qu'à tous les partenaires, des éléments de compréhension quant aux inégalités des sexes en RCA. Les résultats de ces sondages ont nourri la Stratégie Genre de l'ANE, élaborée grâce à l'appui du PNUD et de ONU-FEMMES. Les études réalisées par Avocats sans frontières Belgique¹¹, sur le financement de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), portent essentiellement sur la justice et la situation des plus vulnérables en RCA et fourmillent d'éléments soulignant la situation souvent dramatique des femmes en RCA. Une analyse du conflit sensible au genre, réalisée conjointement par l'UE et les Nations unies en association avec l'Union africaine, est en cours de rédaction. Les premières versions ont été partagées avec la Délégation.

Pour donner un point d'actualité, les équipes de cartographie destinées à localiser les emplacements des centres et bureaux d'enregistrement des électeurs (ultérieurement bureaux de vote), qui aurait dû débiter leurs activités depuis de nombreuses semaines, ont une nouvelle fois dû sursoir à leur déploiement initialement espéré le 13 novembre 2019 au moins pour Bangui et sa grande banlieue. Suite à un exercice réalisé le week-end du 11 novembre, d'importantes carences ont nécessité le rappel en formation de toutes les équipes.

¹⁰ Études consultables en ligne <http://www.peacebuildingdata.org/research/car>, HHI financée par le PNUD.

¹¹ Études consultables <https://www.asf.be/fr/blog/publications/cooperate-and-coordinate-to-strengthen-access-to-justice-between-central-african-republic-actors-challenges-and-realities/>

2. RISQUES ET HYPOTHESES

Catégorie du risque	Description	Impact & Probabilité	Actions proposées/ Solution de gestion
Politique	L'Accord politique de Bangui du 06 février 2019 n'est pas respecté	La probabilité est élevée. L'impact serait élevé sur la mise en œuvre du projet car les élections s'inscrivent dans le cadre de cet Accord de Paix accepté par le gouvernement et 14 groupes armés.	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir un dialogue permanent avec le gouvernement et les parties prenantes afin d'encourager le respect des engagements pris à Khartoum et la volonté politique. - Insister pour que les garants de l'Accord de Paix utilisent les moyens à leurs disposition (Art. 35: mesures répressives imposées par les garants et facilitateurs, et sanctions internationales imposées par l'Union africaine (UA) et l'ONU).
Financier	Manque ou insuffisance de ressources financières pour la réalisation des opérations électorales suite à des procédures d'achat tardives	La probabilité est élevée. L'impact sur la mise en œuvre du projet et des opérations électorales serait élevé, en particulier sur l'acquisition du matériel électoral.	<ul style="list-style-type: none"> - S'assurer du démarrage des opérations d'achats de matériel électoral dans les délais impartis et préalablement décidés, afin d'éviter le recours aux moyens de transports les plus rapides mais les plus coûteux (privilégier les transports routiers et maritimes, au lieu des voies aériennes). - Réduire ou simplifier les activités non-essentielles et priorisations dans l'implémentation des activités (un dialogue continue Délégation de l'UE- PNUD est essentiel). - Identification des activités en partie ou totalement prises en charge dans le cadre d'autres projets ou dans le mandat de la MINUSCA (un dialogue continue Délégation de l'UE- PNUD est essentiel). - Intensifier sans relâche la politique de mobilisation de ressources, en diversifiant les partenaires et en encourageant les apports en nature afin de diminuer le volume des apports financiers nécessaires.

	<p>Difficultés à mobiliser des ressources complémentaires auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).</p> <p>Retard dans le décaissement des fonds des bailleurs.</p>	<p>La probabilité est élevée, compte tenu du faible intérêt exprimé par les bailleurs.</p> <p>Sur la base des indications du gouvernement relatives à la disponibilité des fonds pour financer le processus électoral, il paraît évident que le gouvernement ne pourrait disposer de ressources suffisantes pour soutenir à lui seul les processus électoraux. C'est pourquoi l'impact sur le Projet pourrait être élevé si certaines activités clés n'étaient pas financées par un appui des partenaires internationaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier la mobilisation des ressources auprès de tous les partenaires internationaux, en diversifiant les points d'entrée et en encourageant les apports en nature afin de diminuer le volume des apports financiers nécessaires. - Assurer un suivi régulier avec les bailleurs et les partenaires techniques, en soulignant les risques potentiels d'un retard de décaissement des fonds disponibles. - En fonction de l'évolution du mandat de la MINUSCA, identifier les synergies afin d'économiser les dépenses. - Le cas échéant, redéfinir les priorités à financer. - Les activités en soutien aux élections déjà menées par l'Union européenne dans le cadre d'autres financements (UE-PCD/Enabel, programme UE-REPASOCC, projets Fonds Bêkou, et possible actions de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix/IcSP) et qui sont aussi prévues par le PAPEC-PNUD, allègent l'exécution du PAPEC-PNUD et ne vont pas faire l'objet de double financement. - De même, les actions autonomes qui sont en cours d'étude par l'AFD et les USA en soutien aux élections doivent être bien identifiées afin d'alléger le PAPEC et d'éviter une duplication. - Veiller au non-dépassement des lignes budgétaires prévues par activité par la Joint Task Force (JTF) EC/UNDP.
--	--	---	--

	Malgré le renforcement de son mandat ¹² le 15 novembre 2019 avec un rôle de soutien au processus électoral, la MINUSCA n'obtient pas un budget suffisant pour intégralement prendre en charge les coûts relatifs à la logistique et à la sécurité	La probabilité est faible. L'impact sur le projet pourrait être très élevé, car cela reviendrait à inclure les frais relatifs aux opérations logistiques dans le budget du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les discussions à haut niveau afin d'encourager (i) l'allocation de ressources raisonnables dans le budget de la MINUSCA dédiées à du soutien électoral et non à de l'analyse, et (ii) l'imposition des mesures prévues par l'Accord de Paix en cas de non-respect des engagements; tout en mettant l'accent sur les risques encourus au cas où l'appui logistique de la MINUSCA ne pourrait être apporté. - Au cas où les ressources nécessaires pour financer le projet pourraient ne pas être mobilisées en totalité, une des options sera de prioriser certaines actions. Dans ce cadre, les exercices de réévaluation des ressources mobilisées et de priorisation des actions du projet auront lieu au cours de l'année 2020.
Juridique	La loi organique concernant l'ANE n'est pas adoptée et promulguée	La probabilité est moyenne.	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier le dialogue avec membres de l'Assemblée nationale et avec les membres du Gouvernement responsables. Le mandat actuel de l'ANE s'achève le 20/12/2020.
Sécuritaire	La violence pré-électorale ou post-électorale éclate. La situation sécuritaire se	La probabilité de ce risque est moyenne voir élevée L'impact sur la mise en œuvre du Projet pourrait être très élevé.	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au développement d'une stratégie de sécurisation des élections, de prévention des conflits et de consolidation de la paix, dont la coordination est assurée par la MINUSCA. - Développer un plan d'urgence avec les forces de sécurités et parties prenantes concernées.

¹² Résolution 2499: "Elections de 2020 et 2021: Aider les autorités de la République centrafricaine à préparer et à organiser des Elections présidentielle, législatives et locales pacifiques en 2020 et 2021 en leur offrant ses bons offices, en leur fournissant un appui en militaire et de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, en particulier de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale internationale."

	dégrade.		<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des formations ad-hoc des forces de sécurité dans la gestion de ce type de violences - Prévoir des actions visant à désamorcer langage/discours de haine
Opérationnel	<p>Retard des opérations de recensement électoral.</p> <p>Non-respect du calendrier électoral, report des élections présidentielles et législatives.</p> <p>Difficultés de logistique et d'opérations entraînent des retards dans la livraison du matériel électoral.</p>	<p>La probabilité de retard et de report des échéances électorales est moyenne voire élevée. L'impact sur la conduite du projet serait élevé, compte tenu du calquage de l'appui du projet aux opérations électorales sur le calendrier électoral. L'impact de retard dans la livraison du matériel électoral est très élevé car il empêcherait la tenue des élections conformément au calendrier électoral établi par l'ANE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les plans logistiques et opérationnels le plus tôt possible. - Maintenir un dialogue régulier avec tous les acteurs concernés pour faire le suivi des opérations électorales. - Soutenir l'ANE dans l'élaboration d'une stratégie de communication pour expliquer les éventuels retards aux parties prenantes, y compris les candidats potentiels, la société civile et les électeurs. - Alerter notre expert au sein de l'ANE et fournir un appui technique à l'ANE pour minimiser l'impact négatif de tout retard sur l'atteinte des résultats du projet.
	Non-tenue des élections locales.	<p>La probabilité est élevée du fait des ressources disponibles limitées du projet. L'impact sur le projet serait, par conséquent, élevé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les plans logistiques et opérationnels le plus tôt possible - Intensifier sans relâche la politique de mobilisation de ressources, en diversifiant les partenaires et en encourageant les apports en nature afin de diminuer le volume des apports financiers nécessaires. - Maintenir un dialogue régulier avec tous les acteurs concernés pour faire le suivi des opérations électorales

Technique	Mauvaise conduite des opérations électorales due au manque ou insuffisances de capacités et compétences techniques du personnel en charge des différentes opérations.	Le risque est survenu lors des dernières élections et la probabilité reste élevée	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration de programmes de formations ciblées à l'intention du personnel des opérations électorales; - Dialogue continu avec l'ANE, le PNUD et MINUSCA pour assurer le suivi des opérations électorales; - Dialogue politique et messages envers les principaux acteurs pour assurer la mise à disposition de ressources, la bonne planification, et le suivi des opérations.
Coordination et répartition des rôles	Superposition entre le PNUD et la MINUSCA.	Comme en 2015, la MINUSCA risque de reconduire une division des affaires électorales susceptibles de dupliquer les activités du PNUD.	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil et accompagnement de UN DPO tant à New York qu'à Bangui pour que la division des affaires politiques soit en charge de l'analyse électorale ou alternativement pour un dimensionnement raisonnable d'une division des affaires électorales. - Implication de la Délégation de l'Union européenne dans le suivi des opérations aux niveaux stratégique et technique. - Délimitation claire des rôles entre l'assistance technique électorale et l'analyse et le conseil éventuellement produits par une division des affaires électorales MINUSCA.
Social	Pesanteurs sociales, faible engagement des acteurs concernés pour une promotion de l'égalité des femmes lors des processus électoraux et faible application de la loi de la parité.	La probabilité reste élevée.	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'organisation de campagnes de sensibilisation pour un meilleur soutien des candidates et continuer, ensemble avec les organisations de la société civile, la préparation des candidates et une meilleure compréhension des effets positifs de la participation des femmes aux processus électoraux/décisionnels.

Hypothèses

- (i) le niveau de sécurité du pays permet à l'Autorité nationale des élections de dérouler les opérations pré-électorales et électorales,
- (ii) tous les groupes armés continuent d'adhérer à l'APPR et autorisent le déroulement du processus électoral sur les zones qu'ils contrôlent,
- (iii) le gouvernement poursuit la mise en œuvre du RCPCA, en particulier en matière de bonne gouvernance et de consolidation d'un État de droit, permettant ainsi des dividendes de la paix favorables au climat de la campagne électorale,
- (iv) le gouvernement associe pleinement les acteurs économiques, politiques et sociaux du pays aux réformes de l'État, et met en œuvre des mesures de renforcement des libertés d'expression et de réunion et favorise un climat apaisé et inclusif pour la tenue des élections,
- (v) le gouvernement assure une politique de dialogue et d'ouverture afin de pouvoir rendre les politiques publiques plus inclusives et de contribuer ainsi à l'unité nationale,
- (vi) les partis politiques débattent sur tous les sujets sans avoir recours à une critique de l'APPR susceptible de le remettre en cause,
- (vii) les déplacés et réfugiés peuvent voter grâce à des initiatives concrètes et opérationnelles permettant leur inclusion,
- (viii) le dialogue politique progresse à tous les niveaux.

3. ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1. Enseignements tirés

En matière d'élections, le projet s'appuiera d'abord sur les observations et les recommandations de la Mission d'experts électoraux indépendants financée par l'Union européenne (MEE 2015-16).

Le projet s'appuiera aussi sur les résultats de la mission d'évaluation externe (2016) relative au Projet d'appui au cycle électoral de la République centrafricaine 2014 – 2016 (PACEC), développé en 2015 à hauteur de 20 000 000 EUR sous le cadre de coordination d'appui du PNUD.

Les leçons tirées par l'évaluation interne du PACEC 2015-16 et la MEE de l'UE permettront notamment d'intégrer pleinement les risques liés à la phase préparatoire préélectorale et les enjeux d'un renforcement effectif des capacités de gestion et de coordination de l'ANE) en tenant compte de l'expérience passée et des nombreux retards enregistrés dus à la conjoncture politique, à l'inadaptation du cadre juridique des élections, aux contraintes sécuritaires, au manque d'infrastructures de l'ANE, ou à l'absence des représentants de l'État sur site. Les rapports d'observation électorale, tels que celui de la coalition des OSC « Arc-en-ciel », ont pu identifier comme principale vulnérabilité du cycle 2016 la formation raccourcie des agents d'enregistrement des électeurs. De même, l'enregistrement mal planifié des candidats aux élections législatives et son contentieux peu performant par les tribunaux administratifs a produit de multiples erreurs dans l'impression des bulletins de vote. À ce titre, des délais plus généreux, une expertise internationale thématique mieux circonscrite et ciblée, une planification accrue et un monitoring précis de la situation et des priorités en phase préélectorale, doivent être assurés en prévision des prochaines élections locales.

3.2. Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le projet sera financé principalement par les ressources des Partenaires techniques et financiers (PTF) qui souhaiteraient participer à sa mise en œuvre, selon des modalités à définir de façon concertée. Le mécanisme de financement du Fonds commun (Basket Fund Elections), qui consiste en la mise ensemble des contributions financières des partenaires avec l'avantage de garantir une meilleure coordination et gestion des financements tout en réduisant les risques de duplication, sera mis en place en vue de recueillir et de gérer en commun (*pool*) la contribution des PTF.

Les différentes contributions des partenaires pourront être mobilisées selon deux modalités: la modalité du fonds fiduciaire et la modalité de partage des coûts. Chaque partenaire souhaitant participer au financement commun des élections peut choisir de contribuer sous l'une ou l'autre modalité, conformément à ses règles et procédures.

Démarré fin octobre 2019, le Programme d'appui à la démocratie (UE-PCD)¹³, mis en œuvre par Enabel sur le 11^e FED, assure lui aussi des activités logistiques pré-électorales et électorales. L'assistant technique chef du projet UE-PCD, basé au siège d'Enabel à Bangui, assure déjà la coordination entre la Délégation de l'Union européenne, le PNUD et l'Autorité nationale des élections, permettant ainsi d'éviter toute duplication dans les achats et les

¹³ Dit aussi Programme de consolidation de la démocratie (PCD)

activités. L'intérêt du UE-PCD est qu'il a démarré son appui au cycle électoral à un moment où il était crucial pour l'ANE de lancer le processus par la cartographie. En étroite coordination avec l'ANE et le PNUD, le UE-PCD cherche à remplir deux grands objectifs: l'appui logistique à hauteur d'1 000 000 EUR (complètement du Centre de traitement des données, frais de déploiement des agents cartographes, soutien partiel à l'installation des démembrements) et l'opérationnalisation de toute ou partie de la stratégie genre de l'ANE (notamment le recrutement, le financement, et la capacitation du poste de conseiller genre et la sensibilisation des électeurs par des pièces de théâtre, émissions radio, concerts-spectacle).

Le Programme UE-PCD a été désigné avec une grande flexibilité pour réorienter son appui technique, financier et logistique en fonction de l'évolution du contexte et de l'opérationnalisation du PAPEC. De façon générale, seules les activités pré-électorales identifiées par la Joint Task Force (JTF) EC-UNDP et le PAPEC seront appuyées.

L'assistance technique prévue par le projet sera en mesure d'appuyer la compréhension du processus électoral, contribuera à l'identification de synergies et à la coordination entre les différents acteurs, et permettra à l'UE d'être associée aux développements opérationnels électoraux. Elle sera susceptible de soulager le PAPEC du PNUD et la division électorale de la MINUSCA. La délégation et le UE-PCD veilleront à la bonne intégration de cette assistance technique au sein de la communauté des partenaires. Pour la Délégation, elle est indispensable pour renforcer le rôle de l'UE et veiller à la bonne utilisation de ses fonds.

Pour le PAPEC, l'établissement d'une base de données électorale de qualité s'inscrit dans une perspective long-terme et durable. Les autorités centrafricaines devraient pouvoir capitaliser sur les données récoltées et informatisées dans le cadre de l'enregistrement des électeurs dans l'objectif de renforcer le système d'état civil en RCA dans une perspective d'accès aux droits individuels. Dans ce sens, le volet 3 « État-civil » du Programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance en République centrafricaine (RSS), offre une excellente complémentarité à l'appui à l'enregistrement des électeurs et à l'élaboration du fichier électoral. Avec le volet 3 du programme RSS, l'UE vise d'abord à préserver le patrimoine de l'état civil par l'amélioration du dispositif de pilotage de l'état civil, l'appui à l'élaboration d'une stratégie nationale de réhabilitation/modernisation de l'état civil et de gestion de l'identité et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de l'état civil. En faveur du développement politique et institutionnel en RCA, tout ou partie de ce volet pourra aussi être consacré à davantage d'activités concrètes visant la régularisation de la situation administrative de citoyens et citoyennes.

L'inclusivité du processus électoral doit accorder une attention particulière aux déplacés à l'intérieur du pays et aux réfugiés dans les pays limitrophes. Ces derniers, identifiés par l'ANE et la Cour constitutionnelle comme des centrafricains de l'étranger, bénéficieront de l'action diplomatique de la Communauté internationale afin d'éviter leur mise en marge du processus.

L'opérationnalisation des démembrements sera partiellement réalisée par le UE-PCD dans la limite de sa ligne budgétaire. En coordination étroite avec l'ANE et le PNUD, le UE-PCD consommera sa ligne budgétaire logistique pour équiper un maximum de démembrements de l'ANE (notamment: bureautique, fournitures de bureau, mobilité motocyclette). Le chef de projet UE-PCD est aussi assistant technique et veille à cette coordination avec PNUD et ANE.

Les enquêtes menées par Harvard Humanitarian Initiative¹⁴, en octobre 2018, sur le financement du PNUD, ont démontré qu'une majorité de femmes centrafricaines considèrent que ce sont les hommes et non les femmes qui doivent occuper les postes de responsabilité. La mission de terrain à Bambari, menée par la Banque mondiale¹⁵ en 2019 dans le cadre de la définition du Plan décennal pour l'éducation a analysé la préférence des mamans d'élèves pour des instituteurs hommes pour leurs enfants. Le Forum des femmes parlementaires de centrafricaine, présidée par Mme Béatrice Epaye¹⁶, identifie des résistances de la part des confrères parlementaires hommes pour être invitées à des groupes de travail sensible. Ainsi, le contexte plutôt défavorable aux femmes est bien connu des partenaires, et la stratégie genre de l'ANE cherche à y répondre.

Les complémentarités avec les actions européennes en matière de appui aux processus de paix et de sécurité intérieure (Mission « Politique de sécurité et de défense commune »/CSDP, Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix/IcSP et Fonds Européen de Développement/FED) seront recherchées.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

Les PTF ont retenu le PNUD pour gérer un Fonds commun pour appuyer le processus électoral (ci-après le «fonds commun») en reconnaissance du mandat donné au PNUD par la Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU 46/137 du 17 décembre 1991 relative à l'assistance électorale, ainsi que les recommandations de la mission d'évaluation des besoins (*Needs Assessment Mission*), diligentée à la demande du Gouvernement de la RCA en septembre 2018. Dans ce cadre, les PTF contribuant au Fonds commun concluent des accords séparés de partage des coûts avec le PNUD.

Dans ce contexte, l'Union européenne accepte le principe d'un Fonds commun multi bailleurs. Les rapports financiers et techniques pourront porter sur le Fonds commun dans son ensemble et non sur les contributions de chacun.

La contribution de l'UE au fonds commun s'articule comme indiqué au point 4.1.

4.1. Objectif général, objectif(s) spécifique(s), résultats attendus et activités indicatives

Objectif général: L'action vise à favoriser un processus électoral crédible, inclusif et transparent en RCA.

Objectifs spécifiques: La mise en œuvre de l'assistance technique et financière s'articulera autour des 5 composantes suivantes, correspondant chacune à un objectif spécifique :

OS 1 : la pérennisation d'un fichier électoral fiable et informatisé est assurée par l'ANE;

OS 2 : les opérations électorales sont préparées et mises en œuvre de façon efficaces par l'ANE;

¹⁴ Études consultables en ligne <http://www.peacebuildingdata.org/research/car>, HHI financée par le PNUD.

¹⁵ Compte rendu de la Délégation de l'UE suite réunion de restitution par la Banque mondiale à Bangui le 13 juin 2019.

¹⁶ Entretien du 20 mars 2019 avec le FFPC, Assemblée Nationale, à Bangui.

OS 3: la participation citoyenne au processus démocratique est plus importante et inclusive;

OS 4: la logistique du matériel électoral est préparée et mise en place de façon efficiente ;

OS 5: l'assistance technique soutient le processus électoral.

Produits et activités indicatives :

Produit 1.1. Un fichier électoral national informatisé et sécurisé est élaboré

Activité 1.1.1 : Mise à jour de la cartographie électorale : cartographie des villages, quartiers et postes de recensement à travers le pays.

Activité 1.1.2 : Recrutement et formation d'agents recenseurs reflétant la diversité centrafricaine.

Activité 1.1.3 : Acquisition des équipements techniques et matériels de bureau.

Activité 1.1.4 : Appui à l'enregistrement des électeurs sur le terrain et transmission au CTD.

Produit 1.2 Le Centre de Traitement des Données (CTD) est opérationnel

Activité 1.2.1 : Appui au fonctionnement du CTD (notamment: consommables, carburant pour le générateur, repas des opérateurs, entretien des locaux, salle de réunion).

Activité 1.2.2 : Impression du fichier électoral national avec photo et coûts associés (affichage et manutention).

Activité 1.2.3 : Production des cartes d'électeurs avec photo.

Produit 2.1 Les capacités opérationnelles (techniques et matérielles) de l'ANE sont renforcées

Activité 2.1.1. Formation et accompagnement pour le renforcement des capacités opérationnelles de l'ANE, en particulier les cadres permanents (commissaires et rapporteurs).

Activité 2.1.2 : Campagne de formations des personnels de l'ANE destinés à exécuter les opérations logistiques.

Activité 2.1.3 : Numérisation et archivage des documents, formulaires et imprimés électoraux.

Produit 2.2 Les démembrements de l'ANE sont opérationnels

Activité 2.2.1 : Équipement et fonctionnement des démembrements de l'ANE.

Activité 2.2.2 : Mise en place, opérationnalisation et prise en charge des démembrements de l'ANE / Prise en charge des membres de bureaux de vote et des scrutateurs.

Produit 2.3. Les capacités nationales de gestion du contentieux électoral sont renforcées

Activité 2.3.1 : Conception, production et dissémination de supports sur la prévention des conflits et leurs résolutions non violentes.

Activité 2.3.2 : Appui au cadre de concertation en vue de la recherche de consensus par une facilitation du dialogue.

Activité 2.3.3 : Formations et renforcement de capacités du personnel de la Cour constitutionnelle.

Produit 3.1. Les populations sont sensibilisées sur les principes fondamentaux de la démocratie, les enjeux du processus électoral, les procédures de vote, ainsi que leurs droits et devoirs en matière électorale

Activité 3.1.1 : Conception, production et dissémination de supports de sensibilisation.

Activité 3.1.2 : Collaboration avec les ONG chargées de campagnes d'éducation.

Activité 3.1.3 : Vulgarisation du nouveau cadre légal des élections.

Produit 3.2. La communication institutionnelle de l'ANE est renforcée

Activité 3.2.1 : Appui à la communication interne et externe de l'ANE.

Produit 3.3. Les OSCs sont en mesure d'assurer une couverture efficace du processus électoral et contribuent au renforcement de la transparence des opérations

Activité 3.3.1 : Appui à l'élaboration et à la production des documents destinés aux observateurs.

Activité 3.3.2 : Campagne d'information des observateurs nationaux et internationaux.

Produit 3.4. Les médias appuient le processus de sensibilisation, d'éducation civique et de pacification du processus électoral

Activité 3.4.1 : Élaboration du plan de communication sur les élections.¹⁷

Activité 3.4.2 : Appui au Haut conseil de la communication (HCC) par de la formation et des séminaires de déontologie incluant des journalistes et blogueurs.

Produit 3.5. La participation politique des femmes et des jeunes aux élections, en qualité de candidats, et leur représentativité dans les instances décisionnelles sont accrues

Activité 3.5.1 : Appui à la mobilisation et participation politique des femmes par la mobilisation des réseaux de femmes leaders comprenant un appui aux organisations de la société civile.

Activité 3.5.2 : Renforcement de l'engagement politique des jeunes en rapport avec leurs droits et devoir électoraux.

Produit 4.1. L'acquisition du matériel électoral est assurée ainsi que sa livraison à Bangui (bulletins de vote, encre indélébile, iso-loirs, urnes, procès-verbaux et enveloppes inviolables)

Activité 4.1.1 : Acquisition (et livraison à Bangui) du matériel électoral y compris matériel de bureau de vote sur la base des plans formulés.

Produit 4.2. Un appui logistique adéquat est apporté au processus électoral

Activité 4.2.1 : Stockage, sécurisation et conditionnement du matériel pendant les élections et fonctionnement de l'entrepôt central.

Activité 4.2.2 : Inventaire et conservation du matériel après les élections.

¹⁷

Cette activité favorisera une libre expression d'opinion et la jouissance effective du droit de vote, autant que possible adressée aux groupes vivant dans des zones rurales isolées et dans des conditions vulnérables (i.e. les personnes déplacées et réfugiées, les personnes vivant avec un handicap).

Activité 4.2.3 : Location de véhicules, motos, pirogues, charrettes pour la distribution du matériel électoral et leur ramassage plus l'achat de carburant sur tout le territoire national.

Activité 4.2.4 : Acheminement du matériel électoral.

Produit 5.1. Une assistance technique soutient le processus électoral

Activité 5.1.1: Appui à l'ANE dans le cadre de son mandat.

Activité 5.1.2 : Facilitation de la compréhension du processus électoral, identification de synergies et coordination des différents acteurs.

4.2. Logique d'intervention

La logique d'intervention du projet PAPEC du PNUD se situe dans le cadre global du mandat de cette organisation en matière de gouvernance démocratique. Le projet PAPEC vise spécifiquement à **appuyer les acteurs nationaux pour organiser et gérer le cycle électoral de 2020/2021 en répondant au mieux aux normes de qualité internationalement reconnues.**

Le projet développe une double approche de contribution directe au panier commun élections et d'assistance technique dont l'expertise complémentaire vient renforcer l'efficacité.

La logique développe plusieurs activités en parallèle, et en direction de différents acteurs partant du principe que si les organes désignés préparent et organisent de façon satisfaisante chaque étape du processus électoral et avec des objectifs complémentaires et coordonnés, les élections bénéficieront d'une meilleure crédibilité. De même, si des mécanismes de prévention des conflits sont mis en place et que les contentieux sont traités convenablement, le dialogue politique sera préservé pour permettre une meilleure transparence des élections. Enfin, en mettant en place des actions visant directement les citoyens, avec un accent vers les jeunes et les femmes, afin de s'assurer qu'ils soient informés et qu'ils participent activement à l'ensemble du processus, le caractère inclusif de l'élection en sera renforcé.

4.3. Intégration des questions transversales

À travers ce programme, de nombreuses actions sont mises en œuvre pour la promotion des **droits humains**. Elles visent une plus grande transparence afin de renforcer la participation citoyenne, l'accès aux droits de vote effectif pour les citoyens, y compris les groupes de population vulnérables et minoritaires, l'accès à un recours effectif pour les partis politiques, l'accès à la libre information à travers les médias professionnalisés, le respect de la règle de droit par les institutions démocratiques. Les axes de promotion liés aux droits civiques des femmes, des jeunes, des personnes déplacées et des réfugiés (dans le cas où la législation nationale leur accorde le droit de vote) seront privilégiés. Dans sa proposition de code électoral, la Cour constitutionnelle a choisi d'assimiler les réfugiés aux Centrafricains de l'étranger. Le produit 3.4 va contribuer à l'objectif plus ample du PAPEC du PNUD qui est celui de créer les opportunités de lutter contre les discriminations sociales, religieuses, ethniques, et les préjugés contre les déplacés ou les réfugiés. L'activité 1.1.2 garantira l'inclusivité du processus électoral par le recrutement d'équipes de recensement qui seront à l'image de la diversité du pays.

Le projet dans son ensemble, et la composante 3.5.1 en particulier, sont conçus pour contribuer à **l'égalité hommes-femmes**. Une synergie sera établie avec les organisations féminines de la société civile, et ONU Femmes, en vue d'apporter un appui aux activités

visant à renforcer la participation des femmes chefs de ménages et des jeunes filles à la vie politique en RCA dans le cadre de la stratégie Genre et élections élaborée avec l'appui du PNUD et ONU Femmes. Les initiatives de promotion de la participation politique des femmes seront conduites en étroite coordination avec la MINUSCA, en application de la Résolution 2448 (2018) du Conseil de sécurité.

L'ANE dispose aussi d'une stratégie genre élaborée avec le soutien d'ONU-FEMMES et du PNUD. Cette stratégie est partiellement mise en œuvre par le UE-PCD, en étroite coordination avec le PNUD et l'ANE afin d'éviter toute duplication. La Délégation est étroitement associée au déroulement des activités.

En matière de **résilience et de sensibilité aux conflits**, le PAPEC auquel contribuera la présente action, joue un rôle de premier plan. Le pays n'ayant pas encore les capacités d'organiser seul ses élections, il sollicite un appui de la part de la Communauté internationale. Le PAPEC, mis en œuvre par le PNUD, est l'instrument principal de cet appui indispensable pour la tenue des élections selon les termes constitutionnels. Si la RCA venait à échouer dans l'organisation d'élections inclusives, transparentes et crédibles, au terme de l'actuel mandant du Président et de l'actuelle législature, alors des troubles liés à des mécontentements sociaux sont à craindre dans le pays. De plus, le pays serait contraint de mettre en place une nouvelle période de transition qui représenterait un pas en arrière dans le relèvement suite à la crise de 2012. Une telle instabilité politique conduirait inévitablement à une instabilité institutionnelle. Par ailleurs, les élections tenues dans les délais fixés par la Constitution, sont une disposition essentielle de l'APPR de Bangui (6 février 2019). Échouer à tenir ces élections reviendrait à fournir un prétexte aux parties signataires de ne pas tenir leurs engagements.

Le PAPEC est également de nature à réduire les risques de conflit dans la mesure où le code électoral permet à chacun de candidater pour l'une des élections. Les conflits armés dans les rues sont ainsi évités, grâce au PAPEC, à se traduire en concurrence dans les urnes.

La tenue d'élections devrait aussi permettre à la population de retrouver davantage de confiance envers ses institutions. Les différentes initiatives qui accompagneront les opérations pré-électorales et électorales, telles que l'éducation civique, l'observation domestique, ou la sensibilisation des femmes, permettront d'irriguer le tissu associatif de la société civile, de produire de la cohésion sociale et donc de renforcer la résilience des populations.

4.4. Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD n°16 qui « vise la paix, la stabilité, les droits humains et une gouvernance efficace fondée sur l'état de droit », tout en participant aussi à l'ODD n°5: « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », et plus particulièrement : 5.5 «Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique » ; et 5.c « Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent ».

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **36** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action aux mesures restrictives de l'UE¹⁸.

5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)

Un ou plusieurs contrats de service seront élaborés pour contracter l'assistance technique électorale selon le schéma suivant (OS 5 - l'assistance technique soutient le processus électoral ; produit 5.1):

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique, gestion et organisation des activités	services	3	1 ^e trimestre 2020*

* En raison des délais incompressibles du processus électoral, un ou plusieurs appels pourront être lancés sous réserve d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision de financement. L'attribution du marché sera conditionnée à la signature de la convention de financement et à la mise à disposition des fonds correspondants.

5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation internationale

La présente action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec le PNUD. Cette mise en œuvre implique la mise en place d'actions de coordination des intervenants notamment pour atteindre les objectifs spécifiques suivants : OS 1 - la pérennisation d'un fichier électoral

¹⁸ Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

fiable et informatisé est assurée par l'ANE (produits 1.1 et 1.2); OS 2 - les opérations électorales sont préparées et mises en œuvre de façon efficaces par l'ANE (produits 2.1, 2.2 et 2.3); OS 3 - la participation citoyenne au processus démocratique est plus importante et inclusive (produits 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5); et OS 4 - la logistique du matériel électoral est préparée et mise en place de façon efficiente (produits 4.1 et 4.2).

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: l'expérience reconnue du PNUD, qui a en outre élaboré le projet PAPEC et accompagne la RCA dans ce domaine. Ce choix repose également sur les avantages comparatifs du PNUD en termes d'expertise technique, d'impartialité et de coordination des contributions des partenaires au développement dans la gestion des processus électoraux.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.3.

La Commission autorise la reconnaissance de l'éligibilité des frais supportés à compter du 5 septembre 2019. Cette rétroactivité vise à permettre à l'UE de s'aligner avec les Nations unies pour mener un processus de dialogue politique renforcé avec le gouvernement et soutenu par des activités d'appui. Elle couvrira les activités préparatoires lancées par le PNUD à compter de cette date dans le cadre du projet PAPEC. Ces activités incluent l'achat de partie du matériel et équipement prévues dans la Composante IV. Bien que la date précise des élections n'ait pas encore été fixée, il est important que l'UE puisse appuyer la préparation et l'organisation des élections de manière rétroactive, pour pouvoir obtenir des résultats qualitatifs.

5.4.3 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles

Au cas où la modalité privilégiée (gestion indirecte) ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action serait conduite par gestion directe selon le schéma suivant:

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique, gestion et organisation des activités	travaux, fournitures, services	3	1 ^e trimestre 2020
Subventions	subventions	2	1 ^e trimestre 2020

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetés, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés,

ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative de tiers (EUR)
5.4.1 - Gestion indirecte avec le PNUD (OS1, OS2, OS3, OS4)	14 750 000	23 500 000
5.4.2 - Gestion directe (OS5)	500 000	
5.9 - Evaluation; 5.10 - Audit	150 000	
5.11 - Communication et visibilité	100 000	
Totaux	15 500 000	23 500 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Étant donné que ce projet sera mis en œuvre en vertu d'une convention de contribution, **le partenaire de mise en œuvre est le bureau pays du PNUD en RCA**. Il est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, de la réalisation des produits attendus du projet, et de l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.

Pour assurer une meilleure coordination et une supervision appropriée de l'appui de la communauté internationale au cycle électoral au RCA, il est prévu deux mécanismes de coordination : le comité de pilotage et le comité technique.

- **Le comité de pilotage**

Le Comité de pilotage (CP) du projet sera mis en place, afin d'appuyer le processus électoral à travers le mécanisme de gestion de ressources financières dénommé « Basket Fund » géré par le PNUD. Sur la base des priorités du chronogramme de l'ANE, le CP fournira les orientations stratégiques, supervisera la gestion des fonds du projet et adoptera les plans d'activités opérationnels détaillés annuels du projet. Il inclut, en qualité de membres, les représentants du Gouvernement, les représentants de l'ANE, l'assistance électorale intégrée des Nations unies, et les PTF contributeurs au financement. Le Comité de pilotage est co-présidé par la présidente de l'ANE et la Représentante résidente du PNUD. Les travaux du Comité de pilotage sont facilités par la Représentante résidente du PNUD en étroite collaboration avec l'ANE et avec l'appui de l'équipe d'assistance intégrée.

Les membres du Comité de pilotage comprennent :

- A. Le Gouvernement représentés par les ministres (ministère de l'économie, du plan et de la coopération, ministère des finances et du budget, ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation)
- B. L'ANE
- C. Le PNUD
- D. L'Union européenne
- E. La MINUSCA

F. Les autres partenaires extérieurs contribuant au financement du Fonds commun.

Les représentants des autres partenaires extérieurs intervenant sur le plan bilatéral et multilatéral dans le processus électoral pourront être invités aux travaux sans voix délibérative.

Sous la co-présidence de la Présidente de l'ANE et de la Représentante résidente du PNUD¹⁹, le comité de pilotage adopte le plan d'activités détaillé et se réunit une fois tous les mois en vue de faire le point sur l'état d'avancement des activités. En cas de besoin, des réunions ad hoc du comité de pilotage peuvent être tenues. La première réunion du comité de pilotage a déjà été tenue au démarrage des activités du projet, pour adopter son programme de travail.

Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par l'unité de gestion du projet (UGP). Son coordonnateur, le conseiller technique principal (CTP), rend compte des activités du projet et informe les participants sur l'utilisation des ressources. Il fait également le point sur l'état d'avancement des activités et les contraintes susceptibles d'en compromettre le bon déroulement. Le Comité de pilotage délibère et statue de manière consensuelle. En cas de désaccord, la décision finale prendra en compte le poids financier des différents contributeurs.

• **Le comité technique**

En qualité de sous-structure technique et opérationnelle du Comité de pilotage, le Comité technique supervise le suivi quotidien des activités du cycle électoral. Il est composé :

- des représentants de l'ANE ;
- des représentants / points focaux des ministères membres du Comité de pilotage et des autres ministères impliqués dans le processus électoral (Défense, sécurité publique, affaires étrangères, transports)
- des représentants / points focaux de l'Union européenne
- des représentants / points focaux élections des partenaires extérieurs membres du Comité de pilotage ;
- des experts et consultants électoraux nationaux et internationaux ;
- des représentants des ONG internationales et autres organisations sous régionales, régionales ou internationales participant à l'accompagnement du processus électoral.

Sous la coordination et sur convocation du Président de l'ANE, le Comité technique se réunit toutes les deux semaines pour soutenir les activités et suivre l'avancement du processus électoral. Il assiste l'ANE dans l'élaboration du plan opérationnel détaillé des activités, analyse les problèmes techniques éventuels et formule des avis techniques et des recommandations au Comité de pilotage. Le CT servira de structure de coordination technique de l'appui de la communauté internationale au processus électoral, il rédigera

¹⁹ Depuis le 1^{er} janvier 2019, les Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général (Deputy Special Representative of the Secretary-General) et coordinateurs humanitaires des missions de maintien de la paix ne sont plus en charge de la Représentation Résidente du PNUD qui a donc, comme les autres agences des Nations Unies, retrouvé son autonomie.

régulièrement des rapports au Comité de pilotage sur les progrès accomplis et les contraintes rencontrées dans l'appui au processus électoral.

L'unité de gestion du projet L'unité de gestion de projet (UGP) est dirigée par le conseiller technique principal (CTP). Il est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de pilotage du projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualité requises et en respectant les contraintes de temps et de coût.

Le CTP est le certificateur sur le budget du projet et assure la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et est co-responsable de la qualité des résultats du projet. Il est redevable de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur. Le CTP du projet est assisté par une unité technique et une unité administrative.

Pour mettre en œuvre le projet, le PNUD recrutera et mettra donc à la disposition de l'ANE une équipe d'experts et spécialistes dans les secteurs clés des élections. Ces techniciens mettront à profit leur expérience préalable de l'organisation d'élections dans d'autres pays, afin de faire des suggestions et des recommandations techniques à l'ANE dans le processus de planification et d'organisation des différentes échéances électorales. L'équipe d'appui technique et de gestion du Projet sera constituée des personnes et profils suivants :

- Conseiller technique principal (CTP) du projet - P5
- Expert opérations et logistique - P4
- Expert en informatique – P3
- Expert finance – P3
- Expert en communication – P3
- Assistant logistique – G6
- Assistant administration et finance – G6
- Expert finance - G7
- Assistant administratif - G5
- Chauffeurs (3) – G1
- Volontaires des Nations unies siège (VNU HQ) (3)
- VNU internationaux terrain (51)

L'équipe gouvernance du PNUD fournira l'assurance qualité, le suivi programmatique et l'appui technique au projet. D'autres unités du PNUD telles que suivi et évaluation, communication, finances et passation des marchés vont également appuyer le projet autant que nécessaire.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

L'unité de gestion du projet (UGP) produira des rapports financiers réguliers, conformément aux procédures du PNUD, ainsi qu'à l'accord portant établissement du projet et des Accords de partage des coûts, en plus du rapport final consolidé attendu à la fin du projet. Les

rapports périodiques seront présentés aux bailleurs de fonds aux réunions du Comité de pilotage. De plus, le projet contribuera régulièrement aux rapports mensuels élaborés par la Joint Task Force (JTF)²⁰ EC-PNUD, basée à Bruxelles.

Les informations pertinentes sur le projet seront mises à la disposition des parties signataires. L'UGP rédigera le Procès-verbal des réunions du Comité de pilotage et le communiquera aux parties signataires dans un délai raisonnable en suivant les réunions. Des rapports périodiques sur l'état d'avancement du processus seront élaborés tous les trois mois indépendamment des rapports particuliers requis par les accords ou conventions de contribution.

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission. Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux et prendra en compte les aspects droits humains et genre.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le

²⁰ Ce groupe de travail est composé d'experts de l'UE et du PNUD. Il comprend des représentants du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et du département des affaires politiques de l'ONU / de la Division de l'assistance électorale (DPA/EAD), ainsi que des représentants des bureaux géographiques de ces deux organisations.

cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.11 Communication et visibilité

Le PAPEC comportera le logo de l'Union européenne dans ses présentations.

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il est prévu qu'un marché de services de communication et de visibilité pourra être conclu.

5.12 Conditions préalables

S.O.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	Favoriser un processus électoral crédible, inclusif et transparent en RCA	1- Pourcentage d'électeurs participant aux élections législatives, présidentielles et municipales (désagrégué par sexe, domicile, âge, groupes considérés comme défavorisés) 2- Indicateur EURF 1.26 (EU International Cooperation and Development Results Framework) - Mesure de voix et de redevabilité (<i>Voice and Accountability score</i>) tel que mesuré par les indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque mondiale (<i>Worldwide Governance Indicators/WGI</i>)	ANE Indicateurs de gouvernance mondiaux de la Banque mondiale	
Effets directs [objectifs spécifiques]	OS 1 : La pérennisation d'un fichier électoral fiable et informatisé est assurée par l'ANE	1- Disponibilité d'une nouvelle cartographie électoral digitale 2- Pourcentage des inscriptions au fichier électoral dont la photo ID est lisible	ANE	
	OS 2 : Les opérations électorales sont préparées et mises en œuvre de façon efficace par l'ANE	1- Indicateur EURF 2.24 - Nombre de pays soutenus par l'UE pour organiser des élections et/ou améliorer leur processus électoral 2- Nombre d'électeurs enregistrés dans le registre national (H/F) 3- Statut des recommandations des missions d'observation électorales précédentes	Commission européenne Cour constitutionnelle	
	OS 3: La participation citoyenne au processus démocratique est plus importante et inclusive	1- Proportion de femmes parmi les candidats / les observateurs 2- Proportion de jeunes de moins de 24 ans parmi les candidats / les observateurs 3- Nombre de centres d'enregistrement puis de vote dans les pays limitrophes	ANE	

	OS 4 : La logistique du matériel électoral est préparée et mise en place de façon efficiente	1- Pourcentage du matériel électoral sensible et non-sensible acquis, disséminé dans tous les bureaux de vote 2- Pourcentage de dépassement des coûts de passation des marchés (<i>procurement</i>) par rapport aux prévisions de la JTF EC/UNDP	ANE PNUD	
	OS 5 : Une assistance technique (AT) soutient le processus électoral	1- Statut du bureau des experts de l'AT au sein de l'ANE ou du CTD 2- Statut ou Etat d'avancement du Plan de Travail des experts	Délégation de l'UE	
Produits	Produit 1.1. Un fichier électoral national informatisé et sécurisé est élaboré	<i>1.1.1 Disponibilité d'une nouvelle cartographie électorale <u>digitale</u></i> <i>1.1.2. Nombre d'agents recenseurs recrutés et formés au maintien du fichier électoral digital par rapport au nombre total d'agents recenseurs planifié pour le cycle électoral 2019-2022 (désagrégré par sexe)</i>	ANE, PNUD	(i) niveau de sécurité adéquat (ii) maintien de l'adhésion de tous les groupes armés à l'APPR donc liberté de circulation
	Produit 1.2 Le Centre de traitement des données (CTD) est opérationnel	<i>1.2.1. Nombre d'effectifs du CTD recrutés, formés et rémunérés</i> <i>1.2.2. Nombre de listes provisoires affichées dans tous les bureaux de votes</i> <i>1.2.4. Nombre de cartes d'électeurs avec photo imprimées et distribuées sur tout le territoire</i>	ANE, PNUD	(vi) instrumentalisation de l'APPR évitée par les partis politiques (vii) déplacés et réfugiés peuvent voter (viii) le dialogue politique progresse à tous les niveaux

	Produit 2.1 Les capacités opérationnelles de l'ANE sont renforcées	<p><i>2.1.1. Nombre d'outils de formation et de sensibilisation produits</i></p> <p><i>2.1.2. Nombre d'agents électoraux formés dans le cadre de formations en cascade par rapport au nombre total d'agents électoraux prévus pour le cycle 2019-2022.</i></p> <p><i>2.1.3. Pourcentage des documents, formulaires et imprimés électoraux numérisés et archivés</i></p>	ANE, PNUD	(i) niveau de sécurité adéquat
	Produit 2.2 Les démembrements de l'ANE sont opérationnels	<p><i>2.2.1. Pourcentage des besoins en équipement des locaux pris en charge</i></p> <p><i>2.2.2. Nombre de membres du personnel opérationnels dans chaque démembrement y compris à l'étranger</i></p>	ANE, PNUD	(ii) maintien de l'adhésion de tous les groupes armés à l'APPR donc liberté de circulation
	Produit 2.3. Les capacités nationales de gestion du contentieux électoral sont renforcées	<i>2.3.1. Pourcentage des besoins du cadre de concertation pris en charge</i>	ANE, PNUD	(iii) mise en œuvre du RCPA, et dividendes de la paix
		<i>2.3.2. Pourcentage des besoins de fonctionnement de la Cour constitutionnelle (fournitures de bureaux et consommables, ordinateurs)</i>	PNUD	(v) politiques publiques inclusives qui renforcent l'unité nationale
		<i>2.3.3. Pourcentage des besoins de fonctionnement de la Cour Constitutionnelle (fournitures de bureaux et consommables, ordinateurs)</i>	PNUD	
		<i>2.3.4. Nombre d'agents de dépouillement de la Cour constitutionnelle pris en charge</i>	PNUD	(iv) inclusivité et engagement de tous les acteurs dans les réformes de l'État, libertés d'expression et de réunion garanties par gouvernement

	Produit 3.1. Les populations sont sensibilisées sur les principes fondamentaux de la démocratie, les enjeux du processus électoral, les procédures de vote, ainsi que leurs droits et devoirs en matière électorale	<p><i>3.1.1. Nombre d'outils de sensibilisation développés (banderoles, affiches, dépliants, spots radio et TV, etc)</i></p> <p><i>3.1.2. Nombre d'OSCs chargées de campagne de communication et de sensibilisation</i></p> <p><i>3.1.3. Nombre de guides pratiques produits et disséminés portant sur le nouveau cadre légal</i></p>	ANE, PNUD	(iv) inclusivité et engagement de tous les acteurs dans les réformes de l'État, libertés d'expression et de réunion garanties par gouvernement
	Produit 3.2. Renforcement de la communication institutionnelle de l'ANE	<i>3.2.1. Disponibilité d'une stratégie de communication institutionnelle</i>	PNUD	
			ANE, PNUD	(ii) maintien de l'adhésion de tous les groupes armés à l'APPR donc liberté de circulation
	Produit 3.3. Les OSCs sont en mesure d'assurer une couverture efficace du processus électoral et contribuent au renforcement de la transparence des opérations	<i>3.3.1. Proportion d'observateurs nationaux ayant reçu du matériel d'information produit par le projet</i>	ANE, PNUD	(i) niveau de sécurité adéquat
		<i>3.3.2. Proportion d'observateurs nationaux formés par le projet</i>		(vi) instrumentalisation de l'APPR évitée par les partis politiques
			ANE, PNUD	(vii) déplacés et réfugiés peuvent voter
				(viii) le dialogue politique progresse à tous les niveaux

Produits	Produit 3.4. Les médias appuient le processus de sensibilisation, d'éducation civique et de pacification du processus électoral	<p>3.4.1. <i>Disponibilité d'un plan de communication en période électorale</i></p> <p>3.4.2. <i>Nombre de journalistes et professionnels des médias formés</i></p> <p>3.4.3. <i>Nombre de voyages d'études pour les membres du Haut conseil de communication organisés</i></p> <p>3.4.4. <i>Nombre de d'ateliers de travail organisés afin de sensibiliser à la bonne conduite et à la régulation des médias lors des élections</i></p>	<p>ANE, PNUD, médias</p> <p>ANE, PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>PNUD</p>	<p>(iv) inclusivité et engagement de tous les acteurs dans les réformes de l'État, libertés d'expression et de réunion garanties par gouvernement</p>
	Produit 3.5. La participation politique des femmes et des jeunes aux élections, en qualité de candidats, et leur représentativité dans les instances décisionnelles sont accrues.	<p>3.5.1 <i>Nombre de candidates formée par le projet par rapport au nombre total de candidates</i></p> <p>3.5.2. <i>Nombre de candidates formée par le projet par rapport au nombre total de candidates</i></p> <p>3.5.3. <i>Tables rondes organisées sur la participation des femmes en tant qu'agent électoral</i></p> <p>3.5.4 <i>Nombre d'observatrices formées par rapport au nombre total d'observatrices participant aux processus électoral</i></p> <p>3.5.5. <i>Nombre de jeunes de moins de 24 ans inscrits sur les listes électorales</i></p>	<p>ANE, PNUD</p> <p>ANE, PNUD</p> <p>ANE, PNUD</p> <p>ANE, PNUD</p> <p>ANE, PNUD</p>	<p>(i) niveau de sécurité adéquat</p> <p>(ii) maintien de l'adhésion de tous les groupes armés à l'APPR donc liberté de circulation</p> <p>(iv) inclusivité et engagement de tous les acteurs dans les réformes de l'État, libertés d'expression et de réunion garanties par gouvernement</p> <p>(vi) instrumentalisation de l'APPR évitée par les partis politiques</p> <p>(vii) déplacés et réfugiés peuvent voter</p> <p>(viii) le dialogue politique progresse à tous les niveaux</p>
	Produit 4.1. L'acquisition du matériel électoral est assurée ainsi que sa livraison à Bangui (bulletins de vote, encre indélébile, isoloirs, urnes, procès-verbaux et enveloppes inviolables)	4.1.1. <i>% du matériel électoral sensible et non-sensible acquis et disséminé dans tous les bureaux de vote</i>	ANE, PNUD et MINUSCA	(i) niveau de sécurité adéquat

	Produit 4.2. Un appui logistique adéquat est apporté aux processus électoraux	<p>4.2.1. % de matériel électoral correctement entreposé</p> <p>4.2.2. % de matériel électoral acheminé vers tous les bureaux de vote, et ramassé après les échéances électorales</p> <p>4.2.3. Nombre d'inventaire détaillé et fiable réalisé</p> <p>4.2.4. Pourcentage de matériel conservé dans la perspective des prochains scrutins</p>	<p>ANE, PNUD</p> <p>ANE, PNUD et MINUSCA</p> <p>ANE, PNUD</p> <p>ANE, PNUD</p>	<p>(i) niveau de sécurité adéquat</p> <p>(ii) maintien de l'adhésion de tous les groupes armés à l'APPR donc liberté de circulation</p> <p>(vi) instrumentalisation de l'APPR évitée par les partis politiques</p>
	Produit 5.1. La compréhension et le suivi du processus par les différents acteurs (ANE, Cour constitutionnelle, PNUD, Partenaires techniques et financiers concernés, contributeurs) est facilitée par une assistance technique	5.1.1 Formation/Facilitation de la compréhension du processus: rapport sur les leçons apprises suite aux opérations	AT, DUE	<p>(iv) inclusivité et engagement de tous les acteurs dans les réformes de l'État, libertés d'expression et de réunion garanties par gouvernement</p> <p>(viii) le dialogue politique progresse à tous les niveaux</p>